



CHAPITRE 100

Loi modifiant la Loi concernant la Commission de transport de Montréal

[Sanctionnée le 22 février 1961]

CHAPTER 100

An Act to amend the Act respecting the Montreal Transportation Commission

[Assented to 22nd February 1961]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Montréal, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de sa population et essentiel au règlement du problème du transport en commun dans la cité de Montréal et le district environnant que la loi 14 George VI, chapitre 79, concernant la Commission de transport de Montréal, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1950, c. 79, a. 1, am.

"commissaire";

1. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 79, est modifié en remplaçant le sous-paragraphe *e* par le suivant:

"*e*) "commissaire": un membre de cette commission y compris tout commissaire adjoint à moins que le contexte n'impose un sens différent;"

1950, c. 79, a. 3, remp.

2. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Composition.

"3. La commission sera composée des membres suivants: un président et gérant général nommé et remplacé, s'il y a lieu, suivant la loi, par le lieutenant-gouverneur en conseil, un membre nommé par le conseil de la cité, sur rapport du comité exécutif, un membre nommé par les cités

Preamble.

WHEREAS the city of Montreal has, by its petition, represented that it is in the interest of its population and essential to the solution of the public transportation problem in the city of Montreal and in the surrounding district that the act 14 George VI, chapter 79, respecting the Montreal Transportation Commission, and the acts amending it, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 14 George VI, chapter 79, is amended by replacing paragraph *e* thereof by the following:

"*e*. "Commissioner": a member of the said Commission, including any associate commissioner unless the context requires a different meaning;"

2. Section 3 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79, s. 3, replaced.

"3. The Commission shall consist of the following members: a chairman and general manager appointed and replaced, if need be, according to law, by the Lieutenant-Governor in Council, one member appointed by the city council on report of the executive committee, one member

Composition.

et villes du district métropolitain, et deux autres membres ayant le titre de "commissaires adjoints", nommés par le comité exécutif.

Rapport
définitif.

Le rapport du comité exécutif concernant le membre devant être nommé par le conseil de la cité, ne pourra pas être modifié. Il ne pourra être rejeté que par le vote de la majorité des membres du conseil.

Qualité
requisse.

Seules peuvent être commissaires les personnes qui au moment de leur nomination ne sont pas et n'ont pas été depuis trois ans membres du conseil de la cité de Montréal ou d'un conseil d'une municipalité du district métropolitain.

Droit de
vote du
président.

Le président aura droit de vote comme membre, avec en plus un vote prépondérant au cas d'égalité de voix. Les dispositions du troisième alinéa du présent article ne s'appliquent à aucun commissaire nommé avant le quinze février 1961."

1950, c.
79, a. 3a,
am.

3. L'article 3a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 30, est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

Devoirs.

"Le président et gérant général a la direction des affaires et des activités de la commission ainsi que de ses officiers et employés sur lesquels il a droit de surveillance et de direction.

Idem.

Il veille à l'observance et à l'exécution fidèles et impartiales de la loi et des règlements de la commission et des décisions prises par cette dernière.

Membre
des comi-
tées.

Il est d'office membre de tout comité constitué par la commission."

1950, c. 79,
a. 4, am.

4. L'article 4 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

Représen-
tation.

"Chacune desdites municipalités du district métropolitain est représentée à cette assemblée par son maire ou au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier par un membre du conseil choisi par résolution du conseil de la municipalité intéressée comme délégué substitut."

1950, c.
79, a. 6,
rempl

5. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

appointed by the cities and towns of the metropolitan district, and two other members called "associate commissioners", appointed by the executive committee.

The report of the executive committee concerning the member to be appointed by the city council cannot be amended. It may be rejected only by the vote of the majority of the members of the council.

Report is
definitive.

The only persons who may be commissioners are those who at the time of their appointment are not and have not for three years been members of the council of the city of Montreal or of any council of a municipality in the metropolitan district.

Qualifi-
cation.

The chairman shall be entitled to vote as a member with, in addition, a casting vote in case of a tie. The provisions of the third paragraph of this section shall apply to no commissioner appointed prior to the fifteenth of February 1961."

Chair-
man's
voting
rights.

3. Section 3a of the said act, enacted by section 1 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 30, is amended by adding thereto the following paragraphs:

1950, c.
79, s. 3a
am.

"The chairman and general manager shall have the management of the affairs and activities of the commission as well as of its officers and employees over whom he shall have supervision and control.

Duties.

He shall see to the faithful and impartial observance and enforcement of the law and of the by-laws of the commission and of the decisions taken by the latter.

Idem.

He shall *ex officio* be a member of any committee instituted by the commission."

Member
of com-
mittees.

4. Section 4 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following paragraph:

1950, c.
79, s. 4,
am.

"Each of the said municipalities of the metropolitan district shall be represented at such meeting by its mayor or in the case of his absence or inability to act by a member of the council chosen by resolution of the council of the municipality concerned as a substitute delegate."

Represent-
ation.

5. Section 6 of the said act is replaced by the following:

1950, c.
79, s. 6, re-
placed.

Déléga-
tion de
pouvoirs.

“6. Le président peut déléguer ses pouvoirs, par écrit, pour une période n'excédant pas deux mois à l'un des commissaires, sauf en ce qui concerne l'exercice d'un vote prépondérant au cas d'égalité de voix.

“6. The chairman may delegate his powers, in writing, for a period not exceeding two months, to a commissioner, except as regards the exercise of a casting vote in case of a tie.

Delega-
tion of
powers.Intérim
au cas
d'absence.

Si le président est absent sans avoir délégué ses pouvoirs ou s'il est incapable d'agir, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, pour le laps de temps qu'il détermine, une personne de son choix président et gérant général intérimaire. Il peut de même en tout temps révoquer cette nomination.

If the chairman is absent without having delegated his powers or if he is unable to act, the Lieutenant-Governor in Council may appoint, for such time as he shall determine, a person of his choice as temporary chairman and general manager. He may at any time revoke such appointment.

Tempo-
rary ap-
point-
ment.Rémuné-
ration.

Il peut aussi fixer la rémunération du président et gérant général intérimaire et cette rémunération sera payée par la commission.”

He may also fix the remuneration of the temporary chairman and general manager and such remuneration shall be paid by the commission.”

Remuner-
ation.1950, c.
79, a. 7,
am.

6. L'article 7 de ladite loi modifié par l'article 10 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 126 et par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 30, est de nouveau modifié en remplaçant les deuxième, troisième et quatrième alinéas, par les suivants:

6. Section 7 of the said act amended by section 10 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 126 and by section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 30 is again amended by replacing the second, third and fourth paragraphs, by the following:

1950, c.
79, s. 7,
am.Incompa-
tibilités.

“Les commissaires ne peuvent être ni parties, ni intéressés, directement ou indirectement, dans un contrat avec la commission ou avec la cité de Montréal ou avec une municipalité du district métropolitain, ni être membres d'une société ayant un tel contrat.

“The commissioners shall not be parties to or interested, directly or indirectly, in a contract with the commission or with the city of Montreal or with a municipality of the metropolitan district or be members of a firm having such contract.

Incompa-
tible inter-
ests.

Idem.

Les commissaires ne peuvent exercer aucune autre fonction publique. Ils sont nommés à temps partiel.

The commissioners shall not hold any other public office. They shall be appointed on a part-time basis.

Idem.

Services
exclusifs.

Le président et gérant général doit consacrer tout son temps au service de la commission et il ne peut exercer aucune autre fonction rémunérée.

The chairman and general manager must devote all his time to the service of the commission and shall not hold any other remunerative position.

Full-time
employ-
ment.Fonctions
délégées.

Le président et gérant général peut, à l'occasion, confier des fonctions administratives aux commissaires, mais non aux commissaires adjoints.”

The chairman and general manager may, when the occasion arises, assign administrative duties to commissioners, but not to associate commissioners.”

Assign-
ment of
duties.1950, c.
79, a. 8,
remp.

7. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

7. Section 8 of the said act is replaced by the following:

1950, c.
79, s. 8,
replaced.Traite-
ments du
président,
etc.

“8. Le traitement annuel du président de la commission est de dix-huit mille dollars; une somme additionnelle de deux mille dollars lui est versée annuellement pour l'indemniser des dépenses encourues dans l'exercice de ses fonctions. Sa fonction de gérant général lui donne droit à un

“8. The annual salary of the chairman of the commission shall be eighteen thousand dollars; an additional sum of two thousand dollars shall be paid to him annually to indemnify him for expenses incurred in the discharge of his duties. His office of general manager shall entitle him

Salary
of chair-
man and
general
manager.

traitement annuel additionnel de six mille dollars.

Traite-
ment des
commis-
saires.

Le traitement annuel de chacun des commissaires nommés par le conseil de la cité et par les cités et villes du district métropolitain respectivement, est de huit mille dollars.

Id., com-
missaires
adjoints.

Le traitement annuel de chacun des commissaires adjoints est de cinq mille dollars et est calculé proportionnellement à toute fraction d'année pour laquelle tel commissaire adjoint est en fonctions."

1950, c.
79, a. 9,
am.

8. L'article 9 de ladite loi est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

Commis-
saires ad-
joints.

"Les commissaires adjoints sont nommés par le comité exécutif durant bon plaisir.

Nouvelle
nomina-
tion.

Les commissaires, pourvu qu'ils demeurent éligibles, peuvent être nommés pour un autre terme.

Rempla-
cement.

Lorsque le mandat des commissaires actuels prendra fin de quelque manière que ce soit, la fonction de commissaire cessera et sera remplacée *ipso facto* par celle de commissaire-adjoint. Cependant les prescriptions relatives à leur nomination, et prévues à l'article 3 de la loi, s'appliqueront. La durée de leur mandat sera, dans ces deux cas, de dix ans, leur indemnité annuelle sera de cinq mille dollars et ils n'auront droit à aucune pension."

1950, c.
79, a. 10,
am.

9. L'article 10 de ladite loi, tel que modifié par l'article 11 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 126, est de nouveau modifié en remplaçant les deux derniers alinéas par les suivants:

Pension
autorisée.

"La pension du président et gérant général dont le terme d'office s'est terminé le 13 novembre 1960 est portée à douze mille dollars par année, sa vie durant. Au décès de ce dernier, sa veuve a droit, sa vie durant et pendant viduité, à une pension annuelle de six mille dollars.

Idem.

Le président et gérant général a droit, à l'expiration de son terme d'office ou de tout renouvellement d'icelui, ou auparavant, si sa charge est déclarée vacante par le lieutenant-gouverneur en conseil pour cause d'invalidité ou d'infirmité l'empê-

to an additional annual salary of six thousand dollars.

The annual salary of each of the commissioners appointed by the city council and by the cities and towns of the metropolitan district respectively shall be eight thousand dollars.

The annual salary of each associate commissioner shall be five thousand dollars and shall be calculated proportionately with each fraction of a year during which such associate commissioner holds office."

8. Section 9 of the said act is amended by adding thereto the following paragraphs:

"The associate commissioners shall be appointed by the executive committee during pleasure.

The commissioners, provided they remain eligible, may be appointed for another term.

When the mandate of the present commissioners shall end in any manner whatsoever, the office of commissioner shall terminate and shall be replaced *ipso facto* by that of associate commissioner. However, the provisions respecting their appointment and contemplated in section 3 of the act, shall apply. The term of their mandate shall be, in both cases, ten years, their annual indemnity shall be five thousand dollars and they shall not be entitled to any pension."

9. Section 10 of the said act, as amended by section 11 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 126, is again amended by replacing the last two paragraphs by the following paragraphs:

"The pension of the chairman and general manager whose term of office ended on the 13th of November 1960, shall be increased to twelve thousand dollars per annum for life. On the death of the latter, his widow shall be entitled to an annual pension of six thousand dollars for life, during her widowhood.

At the expiration of his term of office or any renewal thereof, or prior thereto, if his office is declared vacant by the Lieutenant-Governor in Council due to disablement or infirmity preventing him from usefully carrying out his duties, the

Salary of
commis-
sioners.

Associate
commis-
sioners.

1950, c.
79, s. 9,
am.

Associate
commis-
sioners.

Reap-
point-
ment.

Present
commis-
sioners.

1950, c.
79, s. 10,
am.

Pension
author-
ized.

Idem.

chant de remplir utilement ses fonctions à une pension annuelle de douze mille dollars. Cette pension commence immédiatement après la cessation de ses fonctions et lui est versée sa vie durant.

chairman and general manager shall be entitled to an annual pension of twelve thousand dollars. Such pension shall commence immediately after his duties have ceased and shall be paid to him during his lifetime.

Pension
aux com-
missaires.

Tout commissaire a droit à l'expiration de son terme d'office ou auparavant, si sa charge est déclarée vacante par le lieutenant-gouverneur en conseil pour cause d'invalidité ou d'infirmité l'empêchant de remplir utilement ses fonctions à une pension annuelle de cinq mille dollars. Cette pension commence immédiatement après la cessation de ses fonctions et lui est versée sa vie durant.

At the expiration of his term of office or prior thereto, if his office be declared vacant by the Lieutenant-Governor in Council due to disablement or infirmity preventing him from usefully carrying out his duties, every commissioner shall be entitled to an annual pension of five thousand dollars. Such pension shall commence immediately after his duties have ceased and shall be paid to him during his lifetime.

Pensions
of commis-
sioners.

Veuves.

Si le président et gérant général ou un commissaire décède, pendant qu'il occupe sa charge ou alors qu'il est à sa pension, sa veuve a droit à une pension égale à la moitié de la pension à laquelle il aurait eu droit à l'expiration de son terme d'office ou qu'il recevait au moment de son décès. Cette pension est versée à cette dernière, sa vie durant et pendant viduité.

If the chairman and general manager or any commissioner die while in office or while pensioned, his widow shall be entitled to a pension equal to half the pension to which he would have been entitled at the expiration of his term of office or which he received at the time of his death. Such pension shall be paid to her for life and during widowhood.

Widows.

Excep-
tion.

Les commissaires adjoints n'ont droit à aucune pension."

The associate commissioners shall not be entitled to any pension."

Excep-
tion.

1950, c.
79, a. 12,
ab.

10. L'article 12 de ladite loi, tel que remplacé par l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 30, est abrogé.

10. Section 12 of the said act, as replaced by section 3 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 30, is repealed.

1950, c.
79, s. 12,
repealed.

Id., a. 13,
remp.

11. L'article 13 de ladite loi, tel que modifié par l'article 4 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 30, est remplacé par le suivant:

11. Section 13 of the said act, as amended by section 4 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 30, is replaced by the following:

Id., s. 13,
replaced.

Vacance.

"13. La fonction de commissaire devient vacante par le décès du titulaire, sa démission, sa destitution, son absence continue des séances de la commission pendant trois mois, l'expiration de son terme d'office ou, dans le cas d'un commissaire adjoint, la cessation de son mandat."

"13. The office of commissioner shall become vacant by the death of the holder, his resignation, his removal, his continued absence during a period of three months from the meetings of the commission, the expiration of his term of office or, in the case of an associate commissioner, the end of his mandate."

Vacancy.

1950, c.
79, a. 17a,
aj.

12. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 17, l'article suivant:

12. The said act is amended by adding after section 17 the following section:

1950, c.
79, s. 17a,
added.

Règle-
menta-
tion.

"17a. La commission pourra faire des règlements concernant le transport des voyageurs sur ses véhicules de façon à leur assurer le confort et la sécurité et toute personne montant à bord des véhicules de

"17a. The commission may make regulations respecting the transportation of travellers in its vehicles so as to ensure their comfort and safety and every person boarding the vehicles of the commission

Regula-
tions.

la commission ou y voyageant ou en descendant devra observer lesdits règlements à défaut de quoi elle pourra être poursuivie en vertu de la Loi des convictions sommaires de la province de Québec et condamnée pour chaque infraction à une amende n'excedant pas la somme de vingt dollars."

or travelling therein or alighting therefrom shall observe the said regulations, failing which such person may be prosecuted in virtue of the Quebec Summary Convictions Act and sentenced for each infringement to a fine not exceeding the sum of twenty dollars."

1950, c.
79, a. 57
am.

13. L'article 57 de ladite loi tel que remplacé par l'article 36 de la loi 14-15 George VI, chapitre 124, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

13. Section 57 of the said act as replaced by section 36 of the act 14-15 George VI, chapter 124, is amended by replacing the first paragraph by the following:

1950, c.
79, s. 57,
am.

Travaux
autorisés.

"57. La commission peut, avec la coopération de toute cité ou ville concernée, faire tous les travaux de surface qu'elle juge nécessaires pour améliorer la situation du transport en commun dans le territoire soumis à sa juridiction, y compris l'élargissement de rues, la construction de tunnels, l'étagement des voies aux croisements des rues, l'établissement de nouveaux circuits et tous autres travaux propres à décongestionner la circulation et à procurer à la population un système de transport en commun adéquat; mais elle ne peut pas entreprendre la construction de voies souterraines ou élevées, ni d'autostrades, sauf si le pouvoir lui en est délégué par règlement de la cité de Montréal suivant les dispositions du paragraphe 5^b de l'article 522 de la charte de la cité de Montréal, 1960."

"57. The Commission, with the cooperation of any interested city or town, may do whatever surface work it deems necessary to improve the conditions of public transportation in the territory under its jurisdiction, including the widening of streets, the building of tunnels, grade separation at street intersections, the establishment of new lines and any other work calculated to relieve traffic congestion and provide the public with an adequate system of mass transportation; but it shall not undertake the construction of underground or elevated lines or express-ways, except if the power to do so is delegated to it by by-law of the city of Montreal in accordance with the provisions of paragraph 5b of article 522 of the charter of the city of Montreal, 1960."

Works au-
thorized.

1950, c.
79, a. 58,
am.

14. L'article 58 de ladite loi tel que remplacé par l'article 37 de la loi 14-15 George VI, chapitre 124, modifié par l'article 7 de la loi 15-16 George VI, chapitre 66, et remplacé par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 66, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

14. Section 58 of the said act as replaced by section 37 of the act 14-15 George VI, chapter 124, amended by section 7 of the act 15-16 George VI, chapter 66, and replaced by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 66, is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

1950, c.
79, s. 58,
am.

Emprunts
autorisés.

"58. La commission peut contracter, soit sur billets à ordre, soit par émission et vente ou nantissement d'obligations, débentures ou autres titres, tous emprunts qu'elle juge nécessaires pour les fins suivantes ou n'importe quelle de ces fins: l'organisation, l'acquisition, l'exploitation, l'entretien, la réparation ou le développement de l'entreprise de transport dont elle a l'administration, y compris la construction de voies souterraines, dans

"58. The Commission may contract, either on promissory notes or by the issue and sale or pledge of bonds, debentures of other securities, such loans as it considers necessary for any or all of the following purposes: the organization, acquisition, operation, maintenance, repair or development of the transportation system under its administration, including the construction of underground lines, if the power is delegated to it under the provisions of

Borrowing
author-
ized.

le cas où le pouvoir lui est délégué suivant les dispositions de l'article 57; l'acquisition du capital-actions de la compagnie; le rachat ou le paiement des obligations et débentures visées par l'article 39; le rachat ou le paiement de toutes obligations, débentures ou autres titres émis par la commission ou de tout emprunt quelconque par elle contracté. La commission est en outre autorisée à vendre ces obligations, débentures ou autres titres à prime ou à escompte, selon qu'elle le juge opportun ou nécessaire, eu égard aux conditions du marché financier, et à payer, pour leur rachat avant échéance, telle prime convenue lors de leur émission ou qu'elle croit devoir consentir lors de leur rachat."

Entrée en
vigueur.

15. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

section 57; the acquisition of the capital-stock of the company; the redemption or payment of the bonds and debentures referred to in section 39; the redemption or payment of all bonds, debentures or other securities issued by the Commission or of any loan whatsoever contracted by it. The Commission is furthermore authorized to sell such bonds, debentures or other securities at a premium or at a discount, as it may deem expedient or necessary, having regard to the conditions of the financial market, and to pay, for the redemption thereof before maturity, such premium as may have been agreed upon at the time of the issue thereof or as it may deem advisable to consent to at the time of redemption thereof."

15. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.